



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre le terrorisme

Question au Gouvernement n° 784

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à M. Bruno Bilde, au titre des députés non inscrits.

M. Bruno Bilde. Monsieur le ministre de l'intérieur, les cérémonies d'hommage qui deviennent rituelles, ces images de cercueils alignés après les tueries de masse, des décorations remises à titre posthume, ces marches blanches qui témoignent du désarroi devant des crimes odieux, ces hommes et ces femmes qui meurent à la terrasse d'un café ou en faisant leurs courses... C'est le spectacle habituel auquel nous assistons, résultat du laxisme et du laisser-aller contre le terrorisme islamiste. (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

En un an, vous n'avez fait qu'envoyer les signaux de la résignation, pour ne pas dire de la capitulation. (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*) Tout juste une petite loi de police administrative qui ne règle rien ! (« Démago ! » sur les bancs du groupe LaREM.) Je sais que ce sujet vous dérange beaucoup !

Vous en êtes à vous vanter, monsieur le ministre – absent cet après-midi – d'avoir expulsé une vingtaine de fichés S ! Mais pour combien de centaines encore en liberté, dangereux et susceptibles de passer à l'acte, aujourd'hui ou demain ? L'impardonnable, c'est ce fatalisme et cette résignation que vous opposez aux terroristes (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM*), c'est d'avoir laissé s'installer la haine anti-française, la haine antisémite, la haine homophobe et la haine contre nos forces de l'ordre. (Vives protestations sur les bancs du groupe LaREM.)

M. Christian Jacob. Avec la proportionnelle, vous en aurez une centaine comme ça !

M. Thibault Bazin. Oui ! Vous verrez avec la proportionnelle !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

M. Bruno Bilde. Derrière les mots offensifs du Président Macron, les actes se font attendre pour éradiquer le terrorisme islamiste et protéger nos compatriotes. (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) Vous refusez les mesures plébiscitées par les Français dans un sondage du 29 mars dernier : 72 % des Français sont pour la déchéance de la nationalité ; 80 % pour l'expulsion des étrangers fichés S ; 84 % pour l'isolement des détenus radicalisés. (Mêmes mouvements.)

Monsieur le ministre, nos compatriotes se demandent si le Gouvernement et la majorité ont réellement conscience de la gravité de la situation. Quand allez-vous enfin agir et protéger les Français de manière efficace et durable ? (*Applaudissements parmi les députés non inscrits. – Huées sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Christian Jacob. Vous aurez bientôt une centaine de députés comme l'orateur précédent !

M. le président. Monsieur Jacob, seule la ministre a la parole !

Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur. Monsieur Bilde, en vous écoutant, j'avais une pensée pour le colonel Arnaud Beltrame. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes MODEM, LaREM, UDI-Agir, NG, GDR et FI ainsi que sur quelques bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits. – Les mêmes se lèvent et applaudissent longuement.)*

Mme Émilie Bonnivard. C'est trop facile !

Mme Jacqueline Gourault, ministre. Dès son arrivée, le Gouvernement a pris la mesure de la menace terroriste, monsieur Bilde ; c'est pourquoi il a fait voter, en juillet 2017, une loi de prorogation de l'état d'urgence. Par la suite, l'état d'urgence ne pouvant, comme vous le savez, être un état permanent, nous avons fait voter la loi du 30 octobre 2017, permettant, pour lutter contre le terrorisme, de prendre des mesures comme les périmètres de protection,...

Mme Marine Le Pen. Oh !

Mme Jacqueline Gourault, ministre. ...les visites et les saisies, les mesures de surveillance individuelle ou encore la fermeture de certains lieux de culte. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Fabien Di Filippo. Cette loi a affaibli l'État !

Mme Jacqueline Gourault, ministre. S'il vous plaît !

M. Christian Jacob. Et quoi encore ? Vous êtes devant le Parlement !

Mme Jacqueline Gourault, ministre. Ces mesures ont permis, depuis le vote de la loi, d'installer soixante-trois périmètres de protection, de prendre trente-quatre mesures individuelles de contrôle et de surveillance, de fermer trois lieux de culte, d'effectuer six visites accompagnées de saisies – contre soixante-dix auparavant – et enfin de déjouer cinq attentats en cinq mois. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Monsieur le député, nous avons conscience de la gravité de la situation, et le Gouvernement lutte jour après jour,...

M. Guy Teissier. Mais il n'a pas dit le contraire !

M. Sébastien Chenu. Que le Gouvernement fasse son boulot !

Mme Jacqueline Gourault, ministre. ...avec ses réseaux de renseignement, avec tous ses policiers engagés – dont les effectifs ont été renforcés –, avec les augmentations allouées à la DGSI, la direction générale de la sécurité intérieure, aussi bien en personnels qu'en budget. Monsieur le député, nous sommes tous conscients du danger. C'est la raison pour laquelle nous veillons, jour après jour, à la protection des Français. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes MODEM, LaREM et UDI-Agir ainsi que sur quelques bancs du groupe NG.)*

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bilde](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 784

Rubrique : Terrorisme

Ministère interrogé : Intérieur (Mme la ministre auprès du ministre d'État)

Ministère attributaire : Intérieur (Mme la ministre auprès du ministre d'État)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 avril 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 avril 2018](#)